**PROVINCE DE QUÉBEC
M.R.C. DES ETCHÉMINS
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ROSE-DE-WATFORD**

**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL TENUE LE 11
janvier 2016, À 19 HEURES 30 À L'ENDROIT ORDINAIRE, SOUS LA
PRÉSIDENTE DE MONSIEUR HECTOR PROVENÇAL, MAIRE, ET À
LAQUELLE ÉTAIENT PRÉSENTS LES CONSEILLERS SUIVANTS :**

Siège #1 - Lisette Côté
Siège #2 - Guylaine Jacques
Siège #3 - Renée Lessard
Siège #4 - Charles Vachon
Siège #5 - Rock Carrier
Siège #6 - Richard Fauchon

Les membres présents forment le quorum. Madame Linda Gilbert, directrice générale et secrétaire-trésorière, agit comme secrétaire. Madame Lyse Audet, directrice générale et secrétaire-trésorière adjointe assiste à la réunion.

1 - PRIÈRE ET OUVERTURE DE LA SÉANCE

Monsieur le Maire récite la prière, procède à l'ouverture de la séance et souhaite la bienvenue aux personnes présentes.

01-01-2016

2 - LECTURE ET ACCEPTATION DE L'ORDRE DU JOUR

- 1 - OUVERTURE DE LA SÉANCE
- 2 - LECTURE ET ACCEPTATION DE L'ORDRE DU JOUR
- 3 - ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX
 - 3.1 - Séance ordinaire du 7 décembre 2015, et séance du budget
- 4 - FINANCES-GESTION DES SERVICES
 - 4.1 - Approbation de la liste des comptes du mois
 - 4.2 - Lettre recommandée - dernier avis vente pour taxes
 - 4.3 - Cotisation ADMQ 2016
- 5 - LÉGISLATION
 - 5.1 - Adoption du Règlement numéro 08-2015 "Rémunération des élus"
 - 5.2 - Adoption règlement 01-2016 - Taxation
- 6 - SÉCURITÉ PUBLIQUE- INCENDIE
 - 6.1 - Compte-rendu du directeur incendie
 - 6.2 - Rapport annuel 2015
 - 6.3 - Formation Urgence-vie
 - 6.4 - Acquisition d'une unité d'urgence
- 7 - VOIRIE TRANSPORT
 - 7.1 - Rapport de l'inspecteur
- 8 - HYGIÈNE DU MILIEU
- 9 - ASSAINISSEMENT
 - 9.1 - Suivi projet déphosphatation et creusage puits
- 10 - URBANISME-DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
 - 10.1 - Compte-rendu de la dernière réunion de la MRC
 - 10.2 - Demande d'exclusion à la CPTAQ
 - 10.3 - Pacte rural - appui aux projets
 - 10.3.1 - Projet Cercle de Fermières de Ste-Rose
 - 10.3.2 - Projet panneaux d'identification des rues
 - 10.3.3 - Projet Comité Ste-Rose Fleurie
- 11 - SANTÉ & BIEN-ÊTRE
 - 11.1 - Politique Familiale - parole à la conseillère responsable
- 12 - LOISIRS-TOURISME-CULTURE
 - 12.1 - Soirée hommage à nos bénévoles
 - 12.2 - Bibliothèque
 - 12.3 - Politique Culturelle
- 13 - CORRESPONDANCE
 - 13.1 - Fondation Catherine de Longpré
 - 13.2 - Remerciements FADOQ
 - 13.3 - AQLPA

- 14 - VARIA
- 15 - PÉRIODE DE QUESTIONS
- 16 - CLÔTURE ET LEVÉE DE LA SÉANCE

**IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Charles Vachon
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE l'ordre du jour soit adopté avec l'ajout suivant:

14.1 Projecteur et toile

ADOPTÉE

3 - ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

Attendu qu'une copie des procès-verbaux a été remise aux membres du conseil avant la présente séance, que tous les membres présents déclarent l'avoir lu et qu'ils renoncent à sa lecture.

02-01-2016

3.1 - Séance ordinaire du 7 décembre 2015, et séance du budget

**IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Rock Carrier
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE les procès-verbaux de la séance régulière et spéciale budget du 7 décembre 2015 soient acceptés.

ADOPTÉE

4 - FINANCES-GESTION DES SERVICES

03-01-2016

4.1 - Approbation de la liste des comptes du mois

**IL EST PROPOSÉ PAR: Madame Renée Lessard
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE la liste des comptes présentée aux membres du conseil, au montant de 137 737,02 \$ pour la Municipalité, et 8 989,56 \$ pour Etchemins en forme soit acceptée et payée selon les modalités de notre règlement numéro 03-2011 sur le contrôle et le suivi budgétaire.

ADOPTÉE

04-01-2016

4.2 - Lettre recommandée - dernier avis vente pour taxes

Des lettres par courrier recommandé seront envoyées aux contribuables qui n'ont pas donné de suivi ni pris arrangement pour payer leurs arrérages de taxes. Des frais de 30\$ seront facturés à ces contribuables, tel que prévu à notre réglementation.

**IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Lisette Côté
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE des lettres recommandées soient envoyées à ceux qui ont des dettes envers la municipalité.

ADOPTÉE

05-01-2016

4.3 - Cotisation ADMQ 2016

**IL EST PROPOSÉ PAR: Madame Lisette Côté
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE l'adhésion à l'ADMQ (Association des directeurs municipaux du Québec) pour la directrice générale soit autorisée et que les frais annuel de 432\$ et assurance de 294\$ plus taxes pour un total de 790,69\$ soient acquittés. D'autoriser la directrice générale à s'inscrire aux trois formations obligatoires durant l'année au coût de 353\$ chacune plus taxes.

ADOPTÉE

5 - LÉGISLATION

06-01-2016

5.1 - Adoption du Règlement numéro 08-2015 "Rémunération des élus"

Une dispense de lecture complète a été demandée lors de l'avis de motion. Les membres du conseil disposant du projet de règlement depuis plus de 48 heures, M. le maire

demande à la directrice générale de résumer les grandes lignes du règlement.

**RÈGLEMENT CONCERNANT LE TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX
ABROGEANT LE RÈGLEMENT #02-2003**

ATTENDU les dispositions de la Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., c. C-11.001);

ATTENDU que la municipalité versait pour l'année 2015, une rémunération de base de 4772.40 \$ par an au maire et une rémunération de base de 1590.72 \$ par an aux conseillers, en plus de l'allocation de dépenses prévue à la loi, soit 2386.20\$ pour le maire et de 795.24 \$ pour chacun des conseillers;

ATTENDU que la municipalité désire réviser les modalités de paiement du traitement des élus municipaux.

ATTENDU que le conseil juge opportun de remplacer le règlement numéro 02-2003 afin d'actualiser ledit règlement selon les réalités d'aujourd'hui;

ATTENDU que le projet de règlement a été présenté par l'avis de motion préalablement donné à la séance du conseil tenue le 7 décembre 2015;

ATTENDU qu'un avis public a été publié conformément à l'article 9 de la Loi sur le traitement des élus municipaux au moins vingt-et-un (21) jours avant la présente séance régulière;

**En conséquence,
IL EST PROPOSÉ PAR Madame Renée Lessard
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS;**

QUE le règlement numéro 08-2015 soit adopté et qu'il soit ordonné et statué comme suit :

ARTICLE 1. TITRE

Le présent règlement portera le titre de « Règlement numéro 09-2015 concernant le traitement des élus municipaux et abrogeant le règlement numéro 02-2003 relativement au même objet.

ARTICLE 2. RÉMUNÉRATION DE BASE DU MAIRE

Pour l'exercice financier 2016 la rémunération annuelle de base du maire est fixée à 5 801 \$.

ARTICLE 3. RÉMUNÉRATION DE BASE DES CONSEILLERS

Pour l'exercice financier 2016 la rémunération annuelle de base des conseillers est fixée à 1 933.67 \$.

ARTICLE 4. ALLOCATION DE DÉPENSES

Chaque membre du conseil reçoit, en plus de la rémunération de base prévue aux articles 2 et 3 du présent règlement, une allocation de dépenses d'un montant égal à la moitié de sa rémunération de base. Ainsi, pour l'exercice financier 2016, les allocations de dépenses qui s'ajoutent à la rémunération de base des membres du conseil sont les suivantes :

Fonction : Rémunération :

Maire (la moitié de sa rémunération de base) : 2 900 \$

Conseillers (la moitié de sa rémunération de base) : 966 \$

ARTICLE 5. RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE

Le membre du conseil qui exerce la fonction de président du conseil en l'absence du maire a droit à la rémunération additionnelle suivante :

Fonction : Rémunération :

Président du conseil en l'absence du maire : 50,00 \$/séance

ARTICLE 6. COMPENSATION POUR PERTE DE REVENUS

6.1 Cas exceptionnels

Les mesures de compensation édictées au présent article sont applicables dans les cas suivants :

- en cas d'état d'urgence décrété par le gouvernement en vertu de l'article 16 de la Loi

sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, L.R.Q., c. P-38.1;
- sur toute matière ayant nécessité l'établissement par le gouvernement d'un programme d'assistance financière prévue à l'article 38 de la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, L.R.Q., c. P-38.1;
- lorsque les services d'urgence de la municipalité sont appelés à intervenir sur une période de plus de 24 heures par événement ou dès qu'une intervention nécessite l'évacuation de citoyens pour assurer leur sécurité;

6.2 Compensation pour perte de revenus

Tout membre du conseil municipal qui, pour assurer ses fonctions, est contraint de s'absenter de son travail ou dans l'impossibilité de vaquer à ses occupations régulières pour l'une des circonstances prévues au paragraphe 6.1 du présent article, a droit à un montant équivalant à ce qui suit :

- lorsque le membre du conseil est contraint de s'absenter de son travail, il a droit au remboursement de sa perte de salaire, jusqu'à concurrence d'un maximum de 35,00 \$/l'heure, pour un maximum de 560,00 \$/jour;
- pour le membre du conseil qui n'est pas un salarié et qui est contraint d'abandonner son occupation régulière, il a aura droit à un montant équivalant à 35,00 \$/l'heure, pour un maximum de 560,00 \$/jour.

6.3 Conditions de versement de la compensation

Pour recevoir la compensation calculée selon le paragraphe 6.2 du présent article, le membre du conseil, s'il est salarié, doit produire au secrétaire-trésorier une attestation de son employeur à l'effet qu'il a été absent de son travail pour la période concernée et qu'il n'a reçu aucune rémunération pendant cette période.

Si le membre du conseil n'est pas un salarié, il doit produire une déclaration solennelle qu'il a dû abandonner son occupation régulière pendant la période concernée.

6.4 Paiement de la compensation

Le conseil municipal autorise, par résolution, le paiement des compensations d'après un état détaillé préparé par le secrétaire-trésorier en conformité avec le présent règlement.»

ARTICLE 7. INDEXATION

La rémunération de base et l'allocation de dépenses du maire et des conseillers seront indexées, pour chaque exercice financier à compter du 1er janvier 2017 en fonction de l'augmentation de l'indice général des prix à la consommation pour la région de Québec selon Statistiques Canada, ou 3% chaque année soit le pourcentage le plus élevé, conformément à l'article 5 de la Loi sur le traitement des élus municipaux.

ARTICLE 8. MODALITÉS DE PAIEMENT ET CONDITIONS

L' élu devra être présent à chaque séance régulière, pour recevoir la rémunération mensuelle. Exception est acceptée, pour recevoir quand même sa rémunération, si l' élu justifie son absence par téléphone au bureau municipal ou auprès du Maire avant la tenue de la séance.

Advenant le cas où l'absence d'un élu n'a pas été signalée, pour des raisons de forces majeures ou d'incapacité, les membres du Conseil jugeront de bonne foi et selon le « Gros bon sens », si la rémunération doit ou non être versée.

La rémunération des élus sera versée au début de chaque mois et déposée le jeudi suivant la séance du conseil.

ARTICLE 9. ABROGATION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 02-2003

Le règlement numéro 02-2003 concernant le traitement des élus municipaux est abrogé par le présent règlement.

ARTICLE 10. PRISE D'EFFET

Le présent règlement prend effet le 1er janvier 2016

ARTICLE 11. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Linda Gilbert
Directrice générale
Et secrétaire-trésorière

Hector Provençal
Maire

Avis de motion donné le 7 décembre 2015

Adopté le 11 janvier 2016
Affiché le 12 janvier 2016

07- 5.2 - Adoption règlement 01-2016 - Taxation

**01-
2016**

Une dispense de lecture complète a été demandée lors de l'avis de motion. Les membres du conseil disposant du projet de règlement depuis plus de 48 heures, M. le maire demande à la directrice générale de résumer les grandes lignes du règlement.

RÈGLEMENT NO 01-2016 - Taux taxation 2016

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été préalablement donné par Monsieur Rock Carrier lors de la séance régulière de ce Conseil tenue le 7 décembre 2015;

ATTENDU QUE le budget pour l'année 2016 est de : 1 333 298\$

**EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Charles Vachon
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le règlement 01-2016 concernant les taux de taxation 2016 soit adopté par le conseil et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit:

DISPOSITION GÉNÉRALE

Les taxes imposées et les tarifs de compensation inclus dans ce règlement sont exigibles également d'une personne qui est propriétaire ou occupant d'un immeuble compris dans une E.A.E. (Entreprise Agricole Enregistrée) et doivent être acquittés.

TAXE GÉNÉRALE SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Qu'une taxe de 0.7507\$ du 100.00\$ d'évaluation de la valeur portée au rôle d'évaluation soit imposée et prélevée, pour l'année financière 2016, sur tout immeuble imposable situé sur le territoire de la Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford, pour des revenus de 481 198\$.

TAXE GÉNÉRALE SUR LA VALEUR FONCIÈRE POUR LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

Qu'une taxe de 0.0778\$ du 100.00\$ d'évaluation, soit imposée et prélevée pour l'année financière 2016, sur tout immeuble imposable situé sur le territoire de la Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford, pour des revenus de 49 920\$.

TAXE GÉNÉRALE SUR LA VALEUR FONCIÈRE POUR REMBOURSEMENT DU RÈGLEMENT 09-2015 « ACQUISITION D'UNE UNITÉ D'URGENCE »

Qu'une taxe de 0.0047\$ du 100.00\$ d'évaluation, soit imposée et prélevée pour l'année financière 2016, sur tout immeuble imposable situé sur le territoire de la Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford, pour des revenus de 3 000\$.

FINANCEMENT PERMANENT #1, #2 & #3

TAXE GÉNÉRALE SUR LA VALEUR FONCIÈRE POUR LE PROJET D'ASSAINISSEMENT DES EAUX ET TRAVAUX DE VOIRIE

Qu'une taxe de .0320\$ du 100.00\$ d'évaluation de la valeur portée au rôle d'évaluation, soit imposée et prélevée, pour l'année financière 2016, sur tout immeuble imposable situé sur le territoire de la Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford, pour des revenus de 20 560\$. Cette taxe servira pour le remboursement du financement permanent «règlement d'emprunt 04-2002» montant qui correspond au 25% qui est chargé à l'ensemble des contribuables.

TAXE DE SECTEUR

Qu'une taxe de secteur est imposée pour assumer le coût du remboursement de la dette issue des travaux effectués pour le branchement à l'égout, selon les ententes prises par chacun. Pour l'année 2016, le taux d'intérêt est fixé à 1%. Taxe de secteur (capital et intérêt) pour le matricule 0930 87 0024 au montant de 1062.44\$. L'imposition de cette taxe de secteur sera maintenue jusqu'à l'acquittement desdites dettes, et assimilable comme une taxe foncière et devra être acquittée, selon les ententes signées par chaque contribuable. Tout retard portera intérêt au taux en vigueur selon le règlement de taux de taxation de l'année courante.

TAXES DE SERVICES

TARIF FIXE UNITÉ DESSERVIE RÉSEAU ÉGOUT

QU'un tarif fixe de 411.63\$ soit chargé aux unités desservies, selon les spécifications du règlement 04-2002, pour un revenu de 61 860\$.

TARIF FIXE OPÉRATION RÉSEAU ÉGOUT

QU'un tarif fixe de 221.76\$ soit chargé, pour les frais d'opération du site de traitement des eaux usées, aux unités desservies raccordées au réseau d'égout, pour un revenu de 30 100\$.

TARIF POUR LE SERVICE D'ENLÈVEMENT, TRANSPORT ET DE DISPOSITION DES ORDURES MÉNAGÈRES ET POUR LA COLLECTE DES MATIÈRES RECYCLABLES

QU'un tarif annuel pour chaque habitation, logement, commerce, chalet, cabane à sucre, et exploitations agricoles enregistrées, soit exigé et prélevé pour l'année financière 2016 pour le service d'enlèvement de transport et de disposition des ordures ménagères, ainsi que pour la collecte des matières recyclables pour des revenus de 63 549\$, et réparti comme suit :

- Résidence et logement -----	134.25\$
- Commerce lié à la résidence -----	201.50\$
- Chalet et résidence secondaire -----	67.00\$
- Commerce -----	201.50\$
- Cabane à sucre -----	44.50\$
- Ferme et sa résidence -----	235.00\$
- Ferme seule -----	168.00\$

TARIF POUR TRAITEMENT DE BOUES DE FOSSES SEPTIQUES

QU'un tarif de 30\$ pour chaque habitation, logement, commerce, chalet, cabane à sucre, et exploitation agricole enregistrée soit chargé pour le traitement des boues de fosses septiques, les revenus seront de 11 820\$.

TARIF FIXE POUR TRAITEMENT EAU & ÉGOUT DESSERVI PAR LA MUNICIPALITÉ DE LAC-ETCHEMIN ET TAXE PISCINE SECTEUR LAC-ETCHEMIN

QU'un tarif fixe de 382\$ soit facturé aux 6 contribuables de Sainte-Rose qui sont desservis par la municipalité de Lac-Etchemin pour l'eau et les égouts : 203\$ pour l'eau, 154\$ pour les égouts et 25\$ pour la réserve. Un tarif de 79.80\$ sera facturé pour le propriétaire d'une piscine desservi par Lac-Etchemin. Ces tarifs sont payables en 1 seul versement le 26 février 2016.

NOMBRE DE VERSEMENTS

Tout contribuable qui aura un compte de taxes de plus de 300\$ (trois cents dollars) sur chaque unité d'évaluation pourra se prévaloir d'acquitter son compte en 5 versements aux dates suivantes: 3 mars 2016, 21 avril 2016, 16 juin 2016, 11 août 2016 et 15 septembre 2016 comme le prévaut l'article 252 de la Loi sur la Fiscalité Municipale.

TAUX D'INTÉRÊT ET FRAIS

Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, le privilège de payer par versement n'est plus accordé et le solde du compte entier devient immédiatement exigible. Le taux d'intérêt applicable sera de 10% sur le solde dû. Des frais d'administration au montant de 30\$ seront aussi chargés à ceux à qui l'on devra faire des réclamations par courrier recommandé. Une facturation ne sera pas faite pour les comptes de moins de deux dollars. Les règles prescrites dans le présent règlement s'appliquent aussi aux autres taxes ou aux autres comptes et compensations municipales que la municipalité perçoit.

Des frais de 30\$ seront exigés du propriétaire concerné pour tout chèque qui nous sera retourné pour insuffisance de fonds ou dont le paiement aura été arrêté.

REGROUPEMENT DES TARIFS POUR LES SERVICES DE LA MUNICIPALITÉ

Attendu que des biens et services sont offerts par la Municipalité moyennant des tarifs. Ceux-ci font partie intégrante du règlement de taux de taxation annuel et sont par conséquent révisés chaque année. Tout tarif inclus ci-après pourra être révisé par résolution en cours d'année.

Le tableau peut être consulté sur le site internet de la municipalité.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi, le jour de sa publication.

Avis de motion donné le 7 décembre 2015

Adopté le 11 janvier 2016

Affiché le 13 janvier 2016

6 - SÉCURITÉ PUBLIQUE- INCENDIE

6.1 - Compte-rendu du directeur incendie

6.2 - Rapport annuel 2015

Le directeur incendie présente son rapport annuel 2015.

Nous avons eu 2 sorties réparties comme suit : 1 incendie de cheminée et un incendie véhicule.

12 demandes d'entraide à St-Prosper(2), St-Louis (1), Ste-Justine (3), St-Cyprien (1), St-Benjamin (3) et Lac-Etchemin(2).

Trois pratiques inter municipales ont été organisées avec les municipalités de St-Louis, St-Prosper et St-Benjamin et Lac-Etchemin. En tout 40 heures de pratique pour nos pompiers furent réalisées.

En 2016, un pompier est en formation Pompier 1 et un autre va compléter la formation Officier Non Urbain.

La prévention sera encore dans nos priorités. Nous continuerons à offrir un service incendie efficace et professionnel.

Félicitations et merci à toute l'équipe de pompiers de Sainte-Rose-de-Watford.

Richard Fauchon,
Directeur incendie
Municipalité Sainte-Rose-de-Watford

6.3 - Formation Urgence-vie

Reportée en mai 2016.

08-01-2016

6.4 - Acquisition d'une unité d'urgence

CONSIDÉRANT QU'à la suite d'un appel d'offres publié sur SE@O et avis public dans le journal, tel que requis par la loi, pour l'acquisition d'une unité d'urgence, trois (3) firmes ont déposé des soumissions et qu'après analyse les résultats sont les suivants :

SOUSSIONNAIRE	PRIX (taxes incluses)	Conformité
Fourgons Élite	163 830.52\$	Oui
Industries Lafleur Inc.	198 731,99\$	Oui
Précisions Provençal Inc.	155 927.95\$	Oui

CONSIDÉRANT que le règlement d'emprunt numéro 09-2015 a reçu le consentement des personnes habiles à voter et que celui-ci a été transmis au Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) pour approbation;

**IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Rock Carrier
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE la municipalité de Sainte-Rose-de-Watford accorde le contrat pour l'acquisition d'une unité d'urgence à Précisions Provençal Inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 155 927,95\$ (taxes incluses) **conditionnellement** à l'approbation de notre règlement d'emprunt numéro 09-2015 par le MAMOT. Que le devis d'appel d'offres numéro 2015-06, les addendas 1 & 2, l'offre de services incluant toutes les annexes, bordereau de soumission ainsi que la présente résolution fassent foi de contrat intervenu entre les parties.

ADOPTÉE

7 - VOIRIE TRANSPORT

7.1 - Rapport de l'inspecteur

Les membres du conseil ont reçu le rapport de travail de l'inspecteur municipal.

8 - HYGIÈNE DU MILIEU

Aucun point ce mois-ci.

9 - ASSAINISSEMENT

9.1 - Suivi projet déphosphatation et creusage puits

Ci-joint le rapport de creusage du puits à la station d'épuration.

10 - URBANISME-DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

10.1 - Compte-rendu de la dernière réunion de la MRC

Monsieur le maire nous fait un compte-rendu des dossiers en cours à la table des maires.

09-01-2016

10.2 - Demande d'exclusion à la CPTAQ

CONSIDÉRANT QUE le projet est situé dans un secteur agricole où le potentiel agricole est de valeur 5. Le potentiel des lots avoisinants varient entre 4 et 5; CONSIDÉRANT QUE les terrains visés ont déjà fait l'objet d'autorisation à des fins autres qu'agricoles qu'ils sont déjà utilisés et ne sont plus disponibles pour des fins agricoles, il n'y a donc plus aucune possibilité pour des usages agricoles.

CONSIDÉRANT QUE le projet d'exclusion n'a pas de conséquence négative supplémentaire sur les activités agricoles existantes ainsi que sur leur développement et ni sur les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants étant donné que les activités sont déjà présentes depuis plusieurs années.

CONSIDÉRANT QUE cette demande d'exclusion régularise une situation déjà existante et qu'elle n'engendra pas de contraintes additionnelles au milieu.

CONSIDÉRANT QUE le critère de disponibilité d'autre emplacement susceptible de réduire les contraintes ne s'applique pas à cette situation;

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité du secteur ne sera aucunement affectée, étant donné que l'utilisation au sol des entreprises demeure la même;

CONSIDÉRANT QU'il n'y a pas de création de nouvelle propriété foncière;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de cette démarche permettra d'avantager le développement économique de la municipalité.

PAR CONSÉQUENT,

IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Richard Fauchon

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE la municipalité de Sainte-Rose-de-Watford appuie la demande d'exclusion à la CPTAQ, ayant pour objet d'exclure deux propriétés industrielles, adjacentes au périmètre urbain, de la zone agricole permanente. Propriétés qui ont déjà obtenu des autorisations pour utilisation autre qu'agricole de la commission (CPTAQ), touchant une superficie de terrain d'environ 33 549m² et situées sur les lots #4 217 019, # 4 217 020 et # 4 217 021.

ADOPTÉE

10.3 - Pacte rural - appui aux projets

10-01-2016

10.3.1 - Projet Cercle de Fermières de Ste-Rose et municipalité

Les membres du conseil ont reçu une copie du montage financier et la description du projet pour l'achat d'équipements et d'ameublements pour le local des Fermières et la Salle J.A.-Nadeau.

DEMANDE AU PACTE RURAL: Achat d'équipements et mobiliers

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Sainte-Rose-de-Watford souhaite réaliser le projet **Achat d'équipements et mobiliers** dans le cadre du Pacte Rural;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal a étudié le projet **Achat d'équipements et mobiliers** et recommande d'octroyer une somme de 6 281 \$ provenant du pacte rural pour le projet ;
CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil municipal désirent appuyer ce projet ;

IL EST PROPOSÉ PAR: Madame Renée Lessard

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS.

QUE la municipalité de Sainte-Rose-de-Watford, accepte de présenter le projet **Achat d'équipements et mobiliers** dans le cadre du Pacte Rural;

QUE le financement se fera de la façon suivante :

- Un montant correspondant à 80% du projet, soit 6 281\$ sera pris à même l'enveloppe budgétaire du Pacte rural de la municipalité

- Un montant correspondant à 20 % du coût du projet, soit 1 570\$ est établi comme étant la part du milieu et est assumé par la municipalité de Sainte-Rose-de-Watford et le Cercle de Fermières.

QUE Mme Linda Gilbert, directrice générale de la municipalité de Sainte-Rose-de-Watford, soit la personne autorisée pour la signature des documents en lien avec la demande.

ADOPTÉE

11-01-2016

10.3.2 - Projet panneaux d'identification

DEMANDE AU PACTE RURAL Panneaux identification - CETTE RÉOLUTION VA ÊTRE ABROGÉE : INFORMATION NON COMPLÈTE

CONSIDÉRANT QUE la municipalité x souhaite réaliser le projet titre du projet dans le cadre du Pacte Rural;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal a étudié le projet titre du projet et recommande d'octroyer une somme de x \$ provenant du pacte rural pour le projet ;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil municipal désirent appuyer ce projet ;

IL EST PROPOSÉ PAR: Madame Guylaine Jacques

QUE la municipalité x accepte de présenter le projet titre du projet dans le cadre du Pacte Rural;

Que le financement se fera de la façon suivante :

- Un montant correspondant à x % du projet, soit x \$ sera pris à même l'enveloppe budgétaire du Pacte rural de la municipalité

- Un montant correspondant à 20 % du coût du projet, soit x \$ est établi comme étant la part du milieu et est assumé par la municipalité x

QUE M ou Mme _____, nom du titre et de la municipalité x, soit la personne autorisée pour la signature des documents en lien avec la demande.

ADOPTÉE

10.3.3 - Projet Comité Ste-Rose Fleurie

Ce projet est reporté à la séance du mois de février.

11 - SANTÉ & BIEN-ÊTRE

11.1 - Politique Familiale - parole à la conseillère responsable

12 - LOISIRS-TOURISME-CULTURE

12-01-2016

12.1 - Soirée hommage à nos bénévoles

Organisation d'une soirée hommage aux bénévoles de notre municipalité par Dominic Gagné, notre ressource en loisirs. Décider d'un budget pour l'organisation de cette soirée.

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Renée Lessard

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE les membres du conseil autorisent un budget de 1000\$ pour la

préparation et la tenue d'une soirée hommage aux bénévoles de la municipalité.
ADOPTÉE

12.2 - Bibliothèque

12.3 - Politique Culturelle

Voici le communiqué d'appel de projets culturels des Etchemins. L'aide financière peut atteindre 2000\$ par projet. Si vous avez une idée, nous avons tous les documents pour déposer un projet.

13 - CORRESPONDANCE

13-01-2016

13.1 - Fondation Catherine de Longpré

**IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Charles Vachon
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**
QUE les membres du conseil accordent un montant de 100\$ à la Fondation Catherine de Longpré.
ADOPTÉE

13.2 - Remerciements FADOQ

Voir lettre de remerciements de la Fadoq

Faire lettre de remerciements pour les décorations de Noël.

13.3 - AQLPA

Voir lettre

14 - VARIA

14-01-2016

14.1 - Projecteur et toile

**IL EST PROPOSÉ PAR: Madame Renée Lessard
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS**
QUE les membres du conseil autorisent le prêt de notre projecteur pour des formations ou conférences qui auront lieu dans nos locaux. De plus les organismes de la municipalité pourront également utiliser le projecteur pour leurs activités.
ADOPTÉE

15 - PÉRIODE DE QUESTIONS

15-01-2016

16 - CLÔTURE ET LEVÉE DE LA SÉANCE

**IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Charles Vachon
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE la séance soit levée à 21h00.

ADOPTÉE

Hector Provençal
Maire

Linda Gilbert, directrice générale et
Secrétaire-trésorière

Je, Hector Provençal, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

Hector Provençal
Maire